



Info-Service

Nr. 3 • Septembre 2000 (F)

Page 2:

Décision capitale pour la politique énergétique

Le 24 septembre 2000, il ne s'agira pas seulement des trois projets sur la future politique énergétique de la Suisse, mais de l'avenir de la politique suisse de l'environnement.

Page 5:

L'accident nucléaire de Tokai Mura

Le 30 septembre 1999, s'est passé l'accident à l'usine de conversion d'uranium de Tokai Mura - parce que les employés étaient stressés et que la firme ne voulait pas penser à une telle catastrophe nucléaire.

Page 7:

Des manifestants achetés

Des employés des centrales nucléaires suisses manifestent pour la poursuite de l'exploitation à la centrale de Mühleberg pendant leur temps de travail payé.

Décision capitale pour la politique énergétique

Quel est le rapport entre les projets énergétiques de la votation et l'initiative sortir du nucléaire?

Le 24 septembre, il ne s'agira pas seulement des trois projets sur la future politique énergétique de la Suisse, mais de l'avenir de la politique suisse de l'environnement. C'est surtout le secteur économique qui fait des votations une décision capitale. L'économie veut déclarer la guerre aux organisations environnementales. En fait les projets portent d'une part sur la promotion à court terme des énergies renouvelables par des investissements obligatoires (durant 20 ans pour l'énergie solaire, durant 10 ans pour la taxe énergétique). Et d'autre part nous pouvons, en disant oui à une réforme fiscale écologique, taxer à long terme les énergies non renouvelables et par conséquent en plus taxer le travail. La loi sur le CO₂ prévoit aussi une taxe énergétique, mais elle sera décidée au plus tôt en 2004. Or, comme l'énergie nucléaire n'émet pas directement de CO₂, elle serait exemptée de cette taxe! C'est pourquoi un triple oui est si important pour nous permettre de sortir du nucléaire.



Le courant nucléaire sera-t-il encore concurrentiel après l'acceptation de l'initiative solaire?

On coupe en fait les cheveux ou les centimes en quatre, puisque la taxe d'encouragement demande 0,3 centimes par kWh, et l'initiative solaire 0,5 centimes par kWh. Si l'énergie nucléaire devait exister sur le marché de la concurrence, elle n'aurait, avec ou sans taxe, plus aucune chance depuis longtemps, cela d'autant plus si elle doit encore payer une assurance responsabilité civile pour d'éventuels accidents et veiller à l'élimination des déchets.

Quels seraient les effets d'un rejet des votations?

Ce serait très mauvais signe. Il serait difficile de freiner le gaspillage de ressources non renouvelables et de promouvoir en contrepartie des sources écologiques d'énergie. L'opposition aux projets a argumenté en disant que nous pourrions alors utiliser la loi sur le CO₂. Je doute pourtant que les représentants de l'économie décident dans quatre ans d'une taxe qui augmente le prix de la benzine de 50 centimes.

Dans un document interne des milieux économiques, il est dit que „pour l'économie, la campagne des votations est un investissement indispensable dans le maintien de l'énergie nucléaire“. Pourquoi donc l'économie a-t-elle un tel intérêt au maintien de l'énergie nucléaire?

L'économie est résolument engagée dans cette campagne, bien que l'unité ne règne pas en coulisses. C'est un véritable comportement de dinosaures qui s'est imposé ici. L'économie suisse semble une fois de plus à la traîne des développements internationaux! En Allemagne par exemple, économie et politique sont arrivées à négocier la sortie du nucléaire, et même BP et Shell ne veulent plus avoir à faire avec l'énergie nucléaire, et s'engagent donc d'autant plus dans des énergies alternatives.



Les deux côtés présentent les avantages et désavantages des projets à l'aide d'études scientifiques. Comment savoir ce que et qui je dois croire?

La crédibilité des chiffres finit toujours par l'emporter sur le long terme, et pas seulement pour les campagnes de votations! Les études publiées considèrent uniquement l'aspect économique des projets. Il est beaucoup plus intéressant de voir que tous les spécialistes du climat ou des glaciers sans exception se prononcent pour l'initiative. Ceux-ci ont vu clairement qu'un changement de climat a lieu, et que notre comportement énergétique en est massivement responsable. C'est pourquoi les spécialistes savent qu'il faut agir maintenant. Voilà la question vitale, quant au montant de la taxe, on ne fait que couper les centimes en quatre.

Les opposants aux projets tentent surtout de susciter la peur en argumentant que de nouveaux impôts seront prélevés. Devrons-nous vraiment sortir plus souvent notre portemonnaie?

Le seul argument qui reste aux opposants est la peur de nouveaux impôts. Ils l'exploitent à fond sans discernement. La réforme fiscale écologique n'augmente pas les impôts de l'Etat, tout ce qu'elle rapporte nous revient en effet via la réduction des contributions AVS. La droite voulait que cette réduction ne soit remboursée qu'aux personnes actives. Maintenant elle lutte contre les projets et le fait comme si elle défendait des gens qu'elle exploite par ailleurs à travers sa politique fiscale. C'est une attitude mensongère. La réforme fiscale écologique n'est à l'évidence pas un nouvel impôt et de plus elle est très favorable à l'économie.

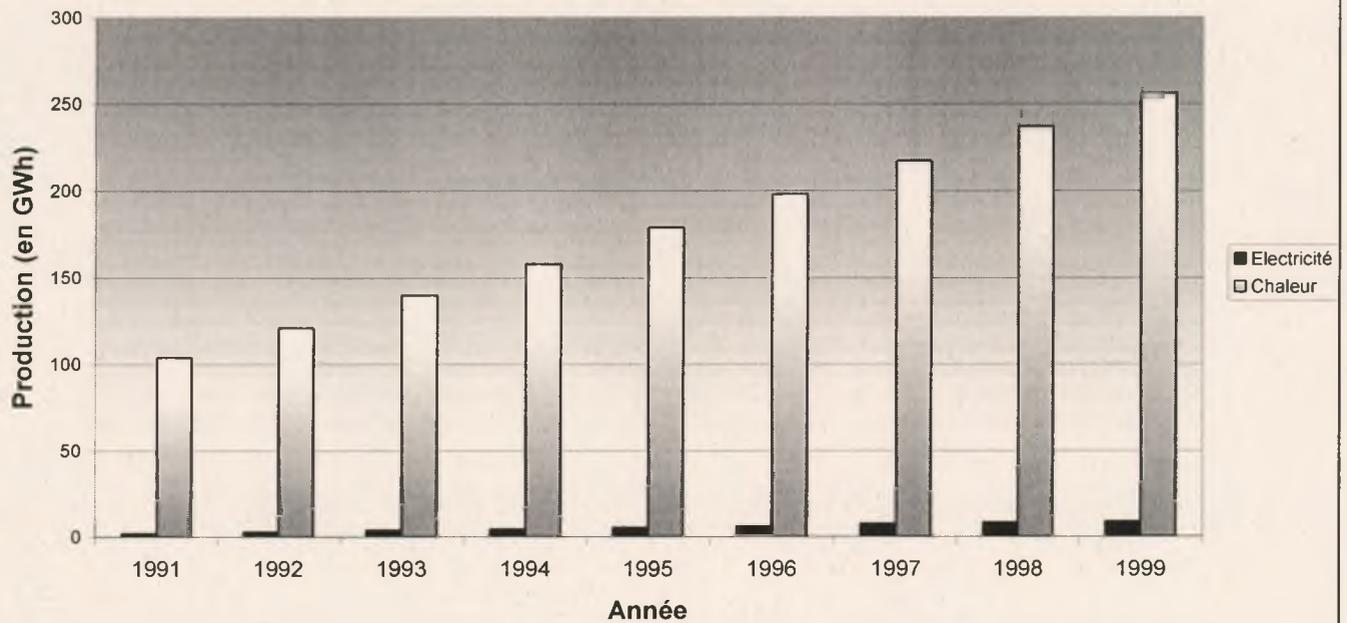
La taxe et le centime solaire sont pratiquement des mesures de régulation : L'Etat a en effet subventionné l'énergie nucléaire ces dernières décennies à coup de montants insensés. Maintenant c'est enfin le moment de subventionner le solaire, le vent et le bois par une incitation financière.



Essor de l'énergie solaire



Production solaire d'électricité et de chaleur



L'énergie solaire connaît un essor. Dans le domaine de la chaleur (collecteurs solaires) surtout, on voit que la production est en croissance constante. La production d'électricité par méthode photovoltaïque a surtout progressé depuis que les producteurs la vendent à travers des bourses de courant. En disant trois fois oui aux projets sur l'énergie, le 24 septembre, la Suisse peut faire avancer l'énergie solaire. En Allemagne, la réussite du programme des 100 000 toits solaires montre bien ce que peut réaliser un soutien à l'énergie solaire.



L'accident nucléaire de Tokai Mura

Le 30 septembre 1999, s'est passé l'accident à l'usine de conversion d'uranium de Tokai Mura au Japon – parce que les employés étaient stressés et que la firme ne voulait pas penser à une telle catastrophe nucléaire.

Ce qui s'est passé n'est pas encore explicité dans les détails, mais il semble que les ouvriers versaient 16 kilos d'uranium très enrichi (il contenait 18,8 pour-cent de l'isotope d'uranium ^{235}U) dans une cuve de précipitation. Or ils auraient dû en verser 2,4 kilos au maximum. C'est donc une masse critique qui a initié une réaction en chaîne incontrôlée.

Des fautes graves

Malgré de nombreuses imprécisions, quelques points sont certains:

1. L'accident a eu lieu dans une cuve de précipitation.
2. Les ouvriers brassaient manuellement l'uranium dans la cuve.
3. La direction faisait pression sur les ouvriers pour accélérer le travail.
4. Les ouvriers avaient une formation insuffisante et passaient outre aux prescriptions tant internes qu'externes.
5. La procédure d'autorisation pour l'usine n'exigeait pas que l'installation puisse maîtriser des cas critiques; il n'existait pas non plus de prescriptions pour le cas où un tel accident se serait produit.
6. L'installation de conversion n'avait pas de compteur de neutrons. Celui-ci a dû être cherché à un autre endroit de l'usine après l'accident. Or un compteur de neutrons aurait certainement indiqué à temps un accident, ce qui aurait permis aux ouvriers, comme à la population à l'extérieur de l'usine, de mieux se protéger de l'irradiation après l'accident.

La situation dans la cuve de précipitation était au fond comparable à celle d'un réacteur: l'eau dans le refroidisseur agissait comme un réflecteur à neutrons, animait donc une réaction en chaîne qui augmentait. La différence d'avec un réacteur était que dans la cuve à uranium, ce processus était incontrôlé, la cuve ne pouvait servir de contenant de pression au réacteur et le bâtiment ne pouvait pas non plus servir de deuxième barrière à la radiation, puisqu'il n'était pas en mesure de retenir des gaz radioactifs.

Radiations mortelles

Trois ouvriers ont été exposés à des radiations mortelles ou quasi mortelles. La dosimétrie faite après coup a montré qu'un homme de 35 ans a reçu 17 Sievert (Sv), un homme de 39 ans 10 Sv et un homme de 54 ans 3 Sv. 10 Sv représentent la dose corporelle totale qui est administrée avant une transplantation de moelle : avec une telle dose, la moelle malade du patient est complètement éliminée.

Les deux irradiés graves ont reçu une transfusion complète de sang et sont morts depuis, le premier en décembre 1999, le second en avril 2000.

Evacuation retardée

La direction de JCO a informé les autorités locales juste une heure après l'événement. Une



heure et 44 minutes après le début de l'accident, la firme a exigé – dans sa troisième information aux autorités – que les environs de l'usine soient évacués.

C'est plus de 4 heures seulement après le début de la réaction en chaîne que 150 habitants ont été évacués de 50 maisons. A la limite de la zone d'évacuation (une zone de 350 mètres) on a mesuré une augmentation de radiation de 840 mSv/h. (à titre de comparaison: la radiation du Plateau suisse est de 0,075 mSv/h). Après 7 heures 55 minutes, 310'000 habitants dans un rayon de 10 kilomètres recevaient l'ordre de rester dans leurs logements et de tenir portes et fenêtres bien fermées.

19 heures 5 minutes après l'accident, la radioactivité dans l'installation atteignait 18 mSv/h pour les neutrons et 20 mSv/h pour les gaz gamma, soit cinq fois plus que 12 heures auparavant.

Le troisième plus grave accident connu

Tokai Mura est le troisième plus grave accident nucléaire au monde depuis Three Mile Island. On discute actuellement pour savoir s'il faut le classer, sur une échelle de gravité de 1 à 7, au degré 4 ou 5 (comme Three Mile Island). Tchernobyl a été classé au niveau 7 de la classification mondiale des accidents nucléaires.

L'accident montre la désinvolture avec la quelle les producteurs de carburants et les exploitants d'installation de retraitement traitent les substances nucléaires.

Il est tout aussi typique de cette négligence que les responsables se soient aperçus vingt heures après le début de l'accident seulement, que l'eau froide dans le manteau de la cuve maintenait la réaction en chaîne, à cause de l'eau et des neutrons. Ce fait indique bien que les gens de JCO n'avaient jamais procédé auparavant à un exercice sur un tel scénario. C'est probablement aussi la raison pour laquelle il manquait un compteur de neutrons, appareil qui aurait décelé aussitôt que la masse critique était atteinte et aurait donné l'alarme.

Même l'Agence Internationale de l'Energie Nucléaire (IAEA), qui aurait été responsable des contrôles, n'a pas rempli sa tâche. Exactement comme à Sellafield, où l'installation MOX était incroyablement négligée et où des contrôles de qualité ont été faussés.

Martin Walter, docteur en médecine, PSR



Des manifestants achetés

Aujourd'hui, des employés des centrales nucléaires suisses manifestent pour la poursuite de l'exploitation à la centrale de Mühleberg. Une apparence de participation démocratique qui manque son coup: Comme dans les régimes communistes aujourd'hui disparus, les manifestants sont amenés sur place par bus entiers et reçoivent un dédommagement pour leur „engagement“.

Le 24 septembre 2000, les citoyennes et citoyens bernois décideront de l'initiative „Berne sans nucléaire“. Il est bien compréhensible que cette initiative intéresse aussi les employés des centrales nucléaires. Il est par contre scandaleux que des manifestants aillent en tournée durant leur temps de travail aux frais des consommateurs de courant.

Une lettre adressée à l'Association des employés de la centrale de Gösgen appelle tous les employés à participer à „l'action organisée“. Plus encore (citation): „Des cars sont à disposition pour le voyage à Berne. La participation à cette action est comptée comme temps de travail payé, jusqu'au retour à la centrale à 18h15 environ.“

Il est donc clair que derrière cette action se trouvent non les employés mais les exploitants des centrales. Or qui donc à part les exploitants et par conséquent les consommateurs de courant paient le temps de travail? Et pourquoi les employés ne peuvent-ils s'enthousiasmer que contre indemnités pour leurs centrales? „Sortir du nucléaire“ proteste contre ce procédé antidémocratique et recommande aux exploitants de centrale de mieux investir leur argent, en le consacrant à l'arrêt des centrales et à la promotion des mesures d'économie de l'énergie.



Fissures et risque augmentent

Communiqué de presse du 24 août 2000

Malgré les fissures croissantes de la jupe du coeur à la centrale nucléaire de Mühleberg, la Division principale de la sécurité des installations nucléaires (DSN) a décidé d'autoriser la reprise de l'exploitation à la centrale atomique de Mühleberg. Sortir du nucléaire critique cette décision incompréhensible, et demande que l'on arrête enfin ce réacteur vieilli qui comporte tant de risques.

Depuis des années, on décide une mesure de sécurité après l'autre à la centrale de Mühleberg. Tel un patient gravement atteint, le vieux réacteur nucléaire exige un traitement après l'autre. Cette fois, ce sont des métaux nobles, platine et rhodium, que l'on a injectés dans l'eau du réacteur. Dans une prochaine étape, on ajoutera encore de l'hydrogène dans le système du réacteur.

Les risques n'en diminuent pas pour autant. Les fissures de la jupe de coeur de la centrale continuent de s'accroître. Quant à l'efficacité réelle des nouvelles mesures, la DSN elle-même la met en doute : « On ne pourra faire de déclarations concrètes sur l'efficacité des mesures prises à Mühleberg que dans quelques années ».

Sortir du nucléaire demande à la DSN de revenir sur sa décision d'autoriser la poursuite de l'exploitation et d'arrêter enfin ce réacteur à haut risque. Le danger couru par la population et les techniciens participant aux travaux de révision est trop grand.

Sortir du nucléaire proteste simultanément contre la propagande de la société exploitante, qui minimise les risques et induit en erreur. C'est ainsi que la société exploitante déclare, dans une propagande en vue des votations distribuée aujourd'hui, que la centrale de Mühleberg ne comporte pas de lacunes en matière de technique de sécurité. Le comble, c'est que les coûts de diffusion de ces mensonges sont payés par les usagers eux-mêmes, avec leur courant.

